

Pour sauvegarder notre Ecole Républicaine :

Refonder et non Réformer

Les visiteurs de ce site ont été tenus informés – s’il le fallait- de l’état prétendûment « déliquescent » de notre Ecole publique républicaine Cf.<https://asvpnf.com/index.php/2022/09/21/agir-et-lutter-pour-la-sauvegarde-de-lecole-institution-publique-gratuite-obligatoire-et-laique/>

Ils ont également pu se rassurer en prenant connaissance de quelques contributions prônant sa refondation Cf.<https://asvpnf.com/index.php/2022/09/30/refonder-lecole-de-la-republique/>

Il s’agit ici , sans aucune équivoque , de contribuer à conjurer les échecs de l’Ecole publique en clouant au pilori toutes les réformettes passées, présentes et à venir et en appelant de nos vœux une véritable refondation capable de relever les enjeux et les défis de la société d’un 21^è siècle bien engagé. Ceci impliquerait une volonté politique que l’on ne voit guère paraître.

En réalité , s’il y eût par le passé quelques velléités de lancer la refondation, elles furent vite étouffées avant qu’elles ne prennent consistance au point d’apparaître comme des manquements, voire des trahisons à l’égard de l’Ecole républicaine. Car c’est bien d’elle et de son devenir-notre raison d’être- qu’il s’agit !

On appela certains responsables à produire des contributions et à les faire parvenir aux décideurs... peines perdues ; ce processus se répétant au gré des variations politiques et ministérielles. Et pourtant cette démarche donna lieu à des textes fondateurs qui restent d’une actualité brûlante .

C'est le cas de la contribution de *Catherine Kintzler*, professeure des Universités philosophe de la laïcité, que nous reprenons ici. Elle répondait à la concertation « Refondons l'école de la République » lancée le 5 juillet 2012 par M. Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale de l'époque.

Elle écrivait: «Faudra-t-il encore redire pour la énième fois pourquoi une école qui prend pour règle les faits de société – quand ce ne sont pas les exigences du marché – une école qui loin de réduire les inégalités culturelles et sociales s'appuie sur elles pour élever les « différences » en dogme et segmenter l'humanité, une école qui sacralise la proximité à laquelle il conviendrait au contraire de soustraire les élèves quel que soit leur milieu d'origine, une école qui refuse la notion de sanction et l'exigence faite à chaque élève d'atteindre le plus haut niveau dont il ou elle est susceptible, est au mieux une garderie sociale et devient rapidement un instrument de discrimination et de soumission ? ».

Ceci situait le niveau du débat et on sait ce qu'il en est advenu...

On y découvrira des propositions qui sont restées lettres mortes dans les tiroirs des décideurs ! Que de trésors perdus qu'il urge de remettre à l'ordre du jour , 10 ans après leur « invention » ! Schématisant le propos édifiant de l'auteure on pourra accéder à :

I. L'ÉCOLE SANS CESSER RENVOYÉE À SON EXTÉRIEUR

II. QUELQUES EXEMPLES ET QUELQUES POINTS D'APPUI

- L'école républicaine ne compte que sur elle-même.
- La discipline scolaire libre et élève.

- Les examens nationaux rétablissent l'égalité, respectent les personnes et sont un des meilleurs moyens de contrôler les professeurs.

- Prendre au sérieux l'obligation républicaine de l'instruction : pas de pédagogie ni d'éducation officielles.

- Parce que l'école a pour fin la liberté, elle doit prioritairement instruire.

- « Socle commun » ou savoirs élémentaires ?

- L'affaire de toute la nation et l'affaire des spécialistes disciplinaires.

- L'échec scolaire ou l'échec de l'école ?

On retiendra aussi les suggestions récapitulatives de Catherine Kintzler :

1. Rendre à l'école la mission d'instruire et en faire une priorité...

2. Recruter les maîtres après une très solide formation disciplinaire et les laisser libres de leurs méthodes pédagogiques...

3. Redonner aux maîtres leur confiance en eux-mêmes confiance qui dépend de la solidité de leur savoir et de la reconnaissance publique de leur tâche par l'autorité qui les institue...

4. Préserver l'activité scolaire du tourbillon social, donner à l'école la sérénité et le calme contemplatif sans lesquels aucune instruction n'est possible...

5. Développer les activités péri- et post-scolaires sous responsabilité de l'Etat et strictement laïques afin de donner à tous les enfants la possibilité d'échapper à un environnement...

Sans compter le « Que penser de la disjonction entre instruction et éducation présentée comme une évidence et sans recul critique... ? »

L'article lui-même est accessible à l'URL :
<https://www.gaucherepublicaine.org/respublica/lecole-de-la-republique-refondation-ou-reforme/4897>

Publié par *ResPUBLICA* le 2 septembre 2012, il s'intitule :

« L'école de la République : refondation ou réforme »

Avec l'accord explicite de ResPUBLICA que nous remercions chaleureusement, nous l'avons reproduit pour le représenter sur ce site. Les visiteurs pourront le consulter en [cliquant ici](#).
